

Section 6 : Open Data et gouvernement ouvert

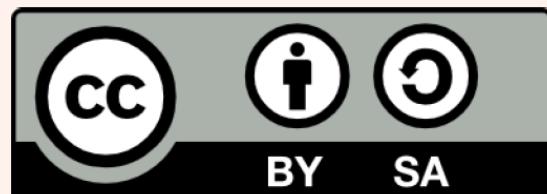
Culture générale des données

Dataactivist, 2018-2019

Ces slides en ligne : <http://dataactivist.coop/SPoSGL/section6.html>

Sources : <https://github.com/dataactivist/SPoSGL/>

Les productions de Dataactivist sont librement réutilisables selon les termes de la licence [Creative Commons 4.0 BY-SA](#).



Plan du cours

1- L'open data ou l'ouverture des données

Lire "Guidelines for Open Data Policies" de la Sunlight Foundation

2- L'open data dans la pratique?

Lire l'article Medium Qui a ouvert quoi ? le recensement des données des villes est maintenant ouvert

3- Le gouvernement ouvert

Lire l'article "La France dévoile son plan d'action 2018-2020 en matière d'Open Government" de NextImpact

Bibliographie

Quiz section 6

1. L'open Data ou l'ouverture des données

Open data : définition

Selon Wikipedia, une donnée ouverte c'est :

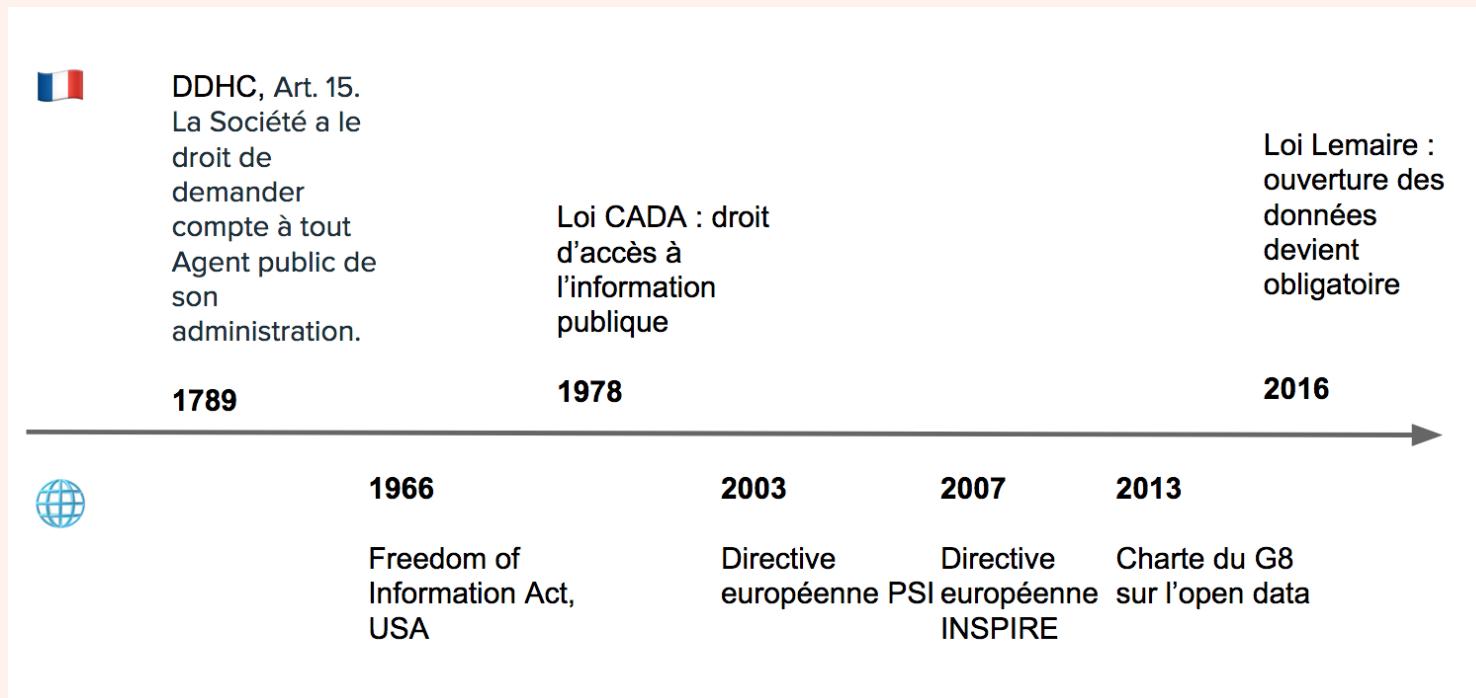
une donnée numérique, d'origine publique ou privée, publiée de manière structurée selon une méthodologie qui garantit son libre accès et sa réutilisation par tous, sans restriction. **L'ouverture des données est à la fois un mouvement, une philosophie d'accès à l'information et une pratique de publication de données** librement accessibles et exploitables.

Selon **le gouvernement** :

L'open data désigne l'effort que font les institutions qui partagent les données dont elles disposent. Ce partage doit être **gratuit, dans des formats ouverts, et permettre la réutilisation des données**.

La loi française considère que les données produites ou détenues par les administrations, dans le cadre de leurs missions de service public, doivent être mises à disposition du public. Cela ne concerne ni les informations personnelles, ni celles touchant à la sécurité nationale (cf section 8)

Open data : quelques jalons historiques



07 Décembre 2007 : la rencontre de Sebastopol

 **Quoi ?** Une rencontre de l'Open Government Group à Sebastopol (Californie), siège des éditions O'Reilly

 **Pourquoi ?** Influencer le futur président des Etats Unis pour faire avancer l'open data

 **Comment ?** En adoptant une déclaration définissant les grands principes de l'Open Government Data





Revue des principes

1. Des données complètes

Toutes les données publiques doivent être rendues disponibles dans les limites légales liées à la vie privée ou la sécurité



PAR DEFAUT

L'open data par défaut, signifie que, sauf exception (données personnelles, intérêt national), toutes les données peuvent être ouvertes. A minima toutes les données déjà existantes au format numérique

2. Des données primaires

Les données ouvertes sont telles que collectées à la source, non-agrégées avec le plus haut niveau de granularité

3. Des données fraîches (*timely*)

**Les données doivent être disponibles
dès qu'elles sont produites**

4. Des données accessibles

Les données doivent être utilisables par le plus grand nombre d'usagers potentiels

5. Des données exploitables par les machines

**Les données peuvent être traitées
automatiquement par les machines**

6. Des données non discriminatoires

Elles peuvent être utilisées par tous sans réclamer un enregistrement préalable

7. Des données dans un format ouvert

Ce format ne doit pas être la propriété d'une organisation en particulier (.xls) et doit être gouvernée par ses usagers

8. Des données dans une licence ouverte

**Idéalement dans le domaine public
sinon dans une licence conforme à
l'*Open Definition* : Licence Ouverte
(CC-BY) ou ODBL (CC-BY-SA)**

Open data : pour aller plus loin

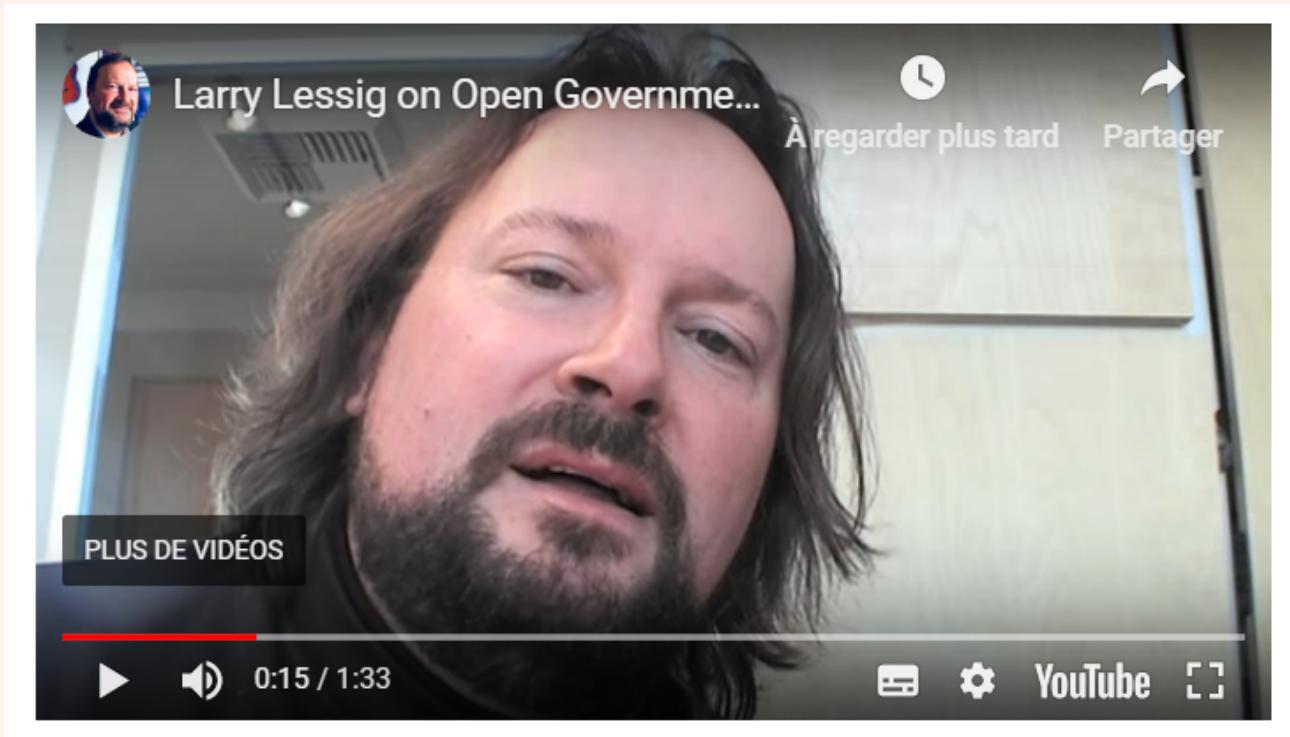
Retrouvez [les 8 principes de l'ouverture des données publiques](#) qui ont été adoptés au cours du week-end du 7-8 décembre 2007 à Sébastopol, puis soumis à commentaires



Cette liste a ensuite été mise à jour et complétée en 2010 ([10 principes](#)) par la Sunlight Foundation. En 2013, cette dernière a rédigé des instructions et recommandations pour appliquer l'open data ("Open Data guidelines") sur la base des 10 principes (**lecture obligatoire**)

Open data : pour aller plus loin

Ecoutez les explications de Larry Lessig sur les raisons de cette conférence :



2. L'open data dans la pratique

Défi 1 : la découvrabilité des données

La découvrabilité des données est un défi majeur. Nous avons des portails de données et des registres, mais les agences gouvernementales appartenant à un gouvernement national publient toujours des données de différentes manières et à différents endroits. (...) **La découverte des données est une condition préalable pour que les données ouvertes atteignent leur potentiel et la plupart des données sont actuellement difficiles à trouver.**



<https://index.okfn.org/insights/>

Défi 1 : la découvrabilité des données

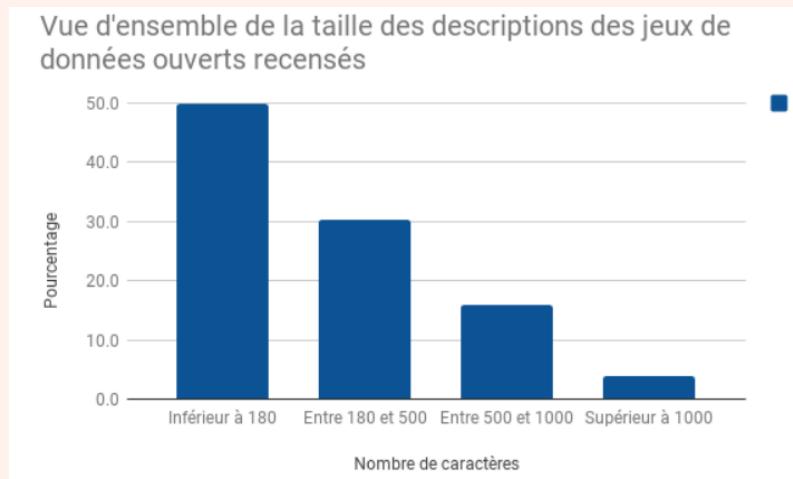
Pour faciliter la découvrabilité des données, **il est indispensable de renseigner correctement les métadonnées**, i.e les données descriptives des données ouvertes. Notamment :

- Nom du producteur de données
- Date de publication
- Fréquence d'actualisation
- Dernière date de mise à jour
- Description des données
- Détails des variables
- Thématique / tags
- Couverture (années, zone géographique concernée)

(liste non exhaustive)

Défi 1 : la découvrabilité des données

L'équipe Dataactivist a réalisé au cours de l'été 2017 un recensement des données ouvertes par 15 grandes villes françaises (Paris, Lyon, Lille, Rennes...). Plus de 400 jeux de données ouvertes ont été recensés, mais les identifier n'a pas toujours été simple...



Lire l'article Medium [Qui a ouvert quoi ? le recensement des données des villes est maintenant ouvert \(lecture obligatoire\)](#)

Défi 1 : la découvrabilité des données

Ainsi,

La moitié des descriptions des jeux de données fait moins de 180 caractères et 4% des jeux de données ont une description supérieure à 1000 caractères soit moins d'une demi-page

Au-delà des descriptions souvent très lacunaires, un autre enjeu est d'**expliquer le nom des variables**. Celles-ci peuvent parfois contenir des acronymes, qui sont compréhensibles pour les agents publics qui les traitent au quotidien, mais peu lisibles pour le grand public. Il n'est pas rare de trouver des variables comme "**acces_pmr**" qui signifie "est-ce que le site est accessible aux personnes à mobilité réduite" et sans avoir le détail dans les métadonnées associées.

Dans l'exemple ci-après, **l'enquête Etic du Ministère de l'éducation nationale**, plusieurs colonnes ont des intitulés difficilement compréhensibles tels que "SiEquipementInf" ou "Maint_PersEducHEcole" mais celles-ci sont décrites dans les métadonnées du jeu de données

Défi 1 : la découvrabilité des données

The screenshot shows the homepage of data.education.gouv.fr. The top navigation bar includes links for "CONNEXION", "DÉMARCHE", "DONNÉES" (which is highlighted in white), "API", "CARTOGRAPHIE", "LICENCE", and "RÉUTILISATIONS". Below the navigation is a search bar with placeholder text "Rechercher une donnée ou une application". A sidebar on the left lists categories such as "Éducation", "Enseignement", "Formation", "Économie sociale et solidaire", "Santé", "Culture", "Sport", "Environnement", and "Autres". The main content area displays a dataset titled "Enquête ETIC 1er degré". The dataset has tabs for "Informations", "Tableau" (selected), "Analyse", "Export", and "API". The table contains 10 rows of data with columns: Département, NbEleve, NbEnseignant, SiEquipementInf, SiVioletNumProjetEcole, SiEntDisponible, EnseignantReferent, Maint_PersCom, and Maint_PersEducHEcole. The data shows various counts for different departments and equipment status.

Département	NbEleve	NbEnseignant	SiEquipementInf	SiVioletNumProjetEcole	SiEntDisponible	EnseignantReferent	Maint_PersCom	Maint_PersEducHEcole
HAUTE-GARONNE	308	12	non	oui	non	oui	oui	non
HAUTE-GARONNE	78	3	non	non	non	non	oui	non
HAUTE-GARONNE	195	9	non	oui	oui	non	oui	non
HAUTE-GARONNE	40	2	non	oui	non	non	non	non
HAUTE-GARONNE	147	9	non	non	non	non	non	non
HAUTE-GARONNE	209	4	oui	oui	oui	non	oui	non
HAUTE-GARONNE	69	3	non	oui	non	non	non	non
HAUTE-GARONNE	232	11	oui	oui	non	non	oui	non
HAUTE-GARONNE	212	10	oui	oui	non	oui	oui	non
HAUTE-GARONNE	95	6	oui	oui	non	non	oui	non

Défi 1 : la découvrabilité des données

EnseignantReferent

Y a-t-il un enseignant référent pour le numérique dans l'école ?

Nom (identifiant) **enseignantreferent**

Type texte

Exemple

non

Maint_PersCom

La maintenance et l'assistance technique des équipements numériques et du réseau pédagogique sont assurées par du personnel communal ou de la collectivité compétente ou mandaté par la collectivité

Nom (identifiant) **maintassistech_perscom**

Type texte

Exemple

non

Maint_PersEducHEcole

La maintenance et l'assistance technique des équipements numériques et du réseau pédagogique sont assurées par du personnel de l'éducation nationale hors école

Nom (identifiant) **maintassistech_perseduchecole**

Type texte

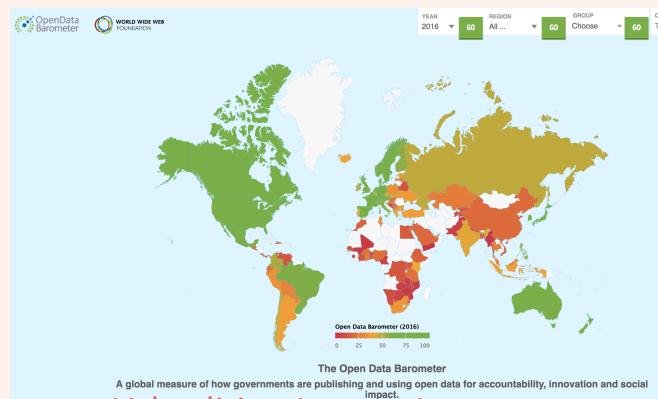
Exemple

non

Défi 2 : le problème de la qualité

Les données gouvernementales sont généralement incomplètes, obsolètes, de mauvaise qualité et fragmentées.

Dans la plupart des cas, les catalogues de données ouverts ou les portails sont alimentés manuellement à la suite d'approches informelles de gestion des données. **Les procédures, les délais et les responsabilités sont souvent peu clairs** parmi les institutions gouvernementales chargées de ce travail.



<http://opendatabarometer.org/4thedition/report/>

Défi 2 : le problème de la qualité

Des données parfois très très agrégées...

The image consists of three side-by-side screenshots from a Twitter search interface.

Screenshot 1 (Left): A search for "comptage rer" by user @samgoeta shows a single tweet from Jules Grandin (@JulesGrandin) titled "Rechercher des données : une déception en 4 actes". The tweet includes a screenshot of a Data.gouv.fr dataset page showing a single row of data for a RER passenger count.

Screenshot 2 (Middle): A search for "voyageur sur RER" by user @JulesGrandin shows a single tweet from Samuel Goëta (@samgoeta) with the same title and dataset screenshot.

Screenshot 3 (Right): A search for "comptage voyageur" by user @AffaireMaelys shows a single tweet from Hit Sale (@HitSale) with the same title and dataset screenshot.

In all three cases, the search results are aggregated, showing only one result despite multiple users posting the same content.

Défi 2 : le problème de la qualité

Ou très difficilement exploitables...

A	F	C	E	P	J	Q	I	N	C	R	V	X	Z	AA	AA	AA	AA	AA	BA	EE	BB	BM	BB	BBB	BBB	CA	CCCC	CH	CCCCC	CP	CC	CCC	DE	DC	DD	DF	DE	DD	DE	DE	DE	DE		
133																			de 5 964 à 11 896																		6,90 €							
134																			Revenus annuels	de 11 897 à 26 420																		9,40 €						
135																			imposables 2012 (loi	de 26 421 à 70 830																								
136																			de Finances 2013)	de 70 831 à 150 000																								
137	Hors barème LEA																		au delà de 150 000																			15,70 €						
138																																								26,00 €				
139	*activités de loisirs sans hébergement																																											
140	• ALSH* SANS RESTAURATION (tarifs journaliers)																			Tranches Quotient Familial / Revenus Imposables																		Participations Familiales						
141																			de 0 à 300																			0,50 €						
142																			de 301 à 600																			1,25 €						
143	Barème LEA	Quotient Familial																	de 601 à 900																		2,25 €							
144																																												
145																			de 0 à 5 963																			1,30 €						
146																			de 5 964 à 11 896																		4,60 €							
147																			de 11 897 à 26 420																		7,10 €							
148																			de 26 421 à 70 830																		8,70 €							
149																			imposables 2012 (loi	de 70 831 à 150 000																		18,60 €						
150	Hors barème LEA																		de Finances 2013)	au delà de 150 000																		29,60 €						
151		Paiement dû pour toute journée commencée																																										
152		* activités de loisirs sans hébergement																																										
153		Dispositif LEA (Loisirs Équitables Accessibles) : il se substitute à celui de délivrance de bons CAF et s'appuie sur une politique tarifaire modulée sur le quotient familial (QF) et non plus sur les revenus imposables.																																										
154	• CENTRES DE VACANCES, ECHANGES INTERNATIONAUX, MINI SEJOURS																																											
155		Dominante d'activités proposées : sport, culture, loisirs (tarifs par jour et par enfant)																																										
156	- sensibilisation																			15,70 €																								
157	- découverte																			21,00 €																								
158	- initiation																			26,20 €																								
159	- pratique																			31,50 €																								
160	- perfectionnement																			36,70 €																								

Source

Défi 2 : le problème de la qualité

Ou très difficilement exploitables...

A	B	C	D	E	F	G
13						
14	Nombre de places assises.....	2 306 places				
15	(dont médiathèques centrales 1 665 places)					
16						
17	Entrées.....	982 793				
18						
19	Inscrits.....	56 821				
20						
21	Prêts.....	1 955 381				
22						
23	Ensemble des collections.....	plus d'1 000 000 de documents				
24	dont :					
25	disques et textes enregistrés	97 792				
26	vidéocassettes et DVD	42 839				
27	partitions	3 547				
28	documents adaptés aux personnes handicapées.....	10 075				
29	les collections patrimoniales :	321 398				
30	pages numérisés.....	226 300				
31						
32	Services informatiques et numérisations					
33	Accès à la vidéo à la demande,					
34	Accès au téléchargement de musique et de livres					

Source

Data.gouv.fr ?

Data.gouv est la plateforme nationale ouverte des données publiques françaises. Elle a été conçue et inaugurée en 2011, par la mission Etalab, puis refondue en 2013.

The screenshot shows the homepage of data.gouv.fr. At the top, there is a logo of the French Republic and the text "data.gouv.fr". Below the logo, it says "Plateforme ouverte des données publiques françaises". The main navigation bar includes links for "Découvrez l'OpenData", "Données", "Tableau de bord", "Connexion / Inscription", and a search bar with the placeholder "Recherche". There is also a "Thématiques" dropdown menu and a "CONTRIBUEZ!" button. The page displays two data sets:

- Base Sirene des entreprises et de leurs établissements (SIREN, SIRET)** [fin le 30 avril 2019] (SIREN)
Suite à plusieurs demandes émanant d'utilisateurs des fichiers Sirene, l'Insee a décidé de prolonger de trois mois la mise à disposition des fichiers à l'ancien format (dessins L2 et XL2 : fichiers stocks, mises à jour mensuelles et quotidiennes). Cette offre
- FINESS Extraction du Fichier des établissements**
Liste des établissements du domaine sanitaire et social. Informations sur la Géo-localisation : Le système d'information source contenant les coordonnées géographiques permettant de géo-localiser les établissements répertoriés dans FINESS est le produit

On the right side, there is a sidebar titled "Organisations" which lists several public bodies with their respective counts:

Organisation	Count
Ressourcerie datalocale	3154
Région Île-de-France	1132
Direction Départementale des Territoires du Cher	1032
Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Somme	939

On y trouve des milliers de jeux de données, provenant principalement de producteurs publics (Ministère de l'intérieur, Agence française de développement, Insee, Ville de Paris, Région Bretagne, CNIL...) mais aussi de producteurs tiers (OpenStreetMap, OpenFoodFacts...)

Au-delà de data.gouv.fr

Data.gouv.fr est la plateforme **nationale** d'open data mais ce n'est pas la seule plateforme publique qui met à disposition des données ouvertes. Il existe :

- Des plateformes open data gérées par les **collectivités territoriales**. Par exemple, [Paris Data](#), [la Région Occitanie](#), [l'agglomération de Saint-Malo...](#)
- Des plateformes open data gérées par des **ministères**. Exemple : [data.education.gouv.fr](#)
- Des plateformes open data gérées par des **entreprises**. Exemple [DataNova](#) (La Poste)
- Des jeux de données directement publiés sur le site des producteurs de données, sans plateforme dédiée. Exemple : Insee

Exemple de données ouvertes: la base SIRENE

The screenshot shows the homepage of data.gouv.fr. At the top, there is a logo with the French flag and the text "data.gouv.fr". To the right, it says "Plateforme ouverte des données publiques françaises". Below the header, there are navigation links: "Découvrez l'OpenData", "Données", and "Tableau de bord". On the right side of the header, there are "Connexion / Inscription" and a "CONTRIBUEZ !" button. The main content area has a blue header bar with a search bar, a "Thématiques" dropdown, and a "CONTRIBUEZ !" button. The main title is "Base Sirene des entreprises et de leurs établissements (SIREN, SIRET)". Below the title, it says "Ce jeu de données provient d'un service public certifié" and "DONNÉE DE RÉFÉRENCE". A text block explains that the dataset contains 9 million companies and 10 million active establishments from the Sirene registry. It lists several characteristics: form of legal personality, sector of activity, location (France, Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, and Saint-Pierre-et-Miquelon), and foreign companies with representation in France. It also states that the Sirene registry is the primary source of information on companies and establishments. A warning section notes that the data is personal and requires legal consent. The Insee logo is visible on the right, along with its slogan "Mesurer pour comprendre" and a brief description of its mission.

Plateforme ouverte des données publiques françaises

Connexion / Inscription

CONTRIBUEZ !

Base Sirene des entreprises et de leurs établissements (SIREN, SIRET)

Ce jeu de données provient d'un service public certifié

DONNÉE DE RÉFÉRENCE

Le répertoire Sirene est ainsi la principale source exhaustive sur l'ensemble des entreprises et des établissements actifs.

AVERTISSEMENT

La base Sirene contenant des données à caractère personnel, l'Insee attire votre attention sur les obligations légales qui en découlent:

- Le traitement de ces données relève des obligations de déclaration de la Loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite Loi CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/loi-78-17-du-6-janvier-1978-modifiee>
- Selon votre usage du jeu de données, il est de votre responsabilité de tenir compte du statut de diffusion le plus récent de chaque personne physique. En effet, l'article A123-96 du code de commerce dispose que : "Toute personne physique peut demander soit directement lors de ses formalités de création ou de modification, soit par lettre adressée au directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques, que les informations du répertoire la concernant ne puissent être utilisées par des tiers autres que les organismes habilités au titre de l'article R. 123-224 ou les administrations, à des fins de prospection, notamment commerciale."

Producteur

Insee

Mesurer pour comprendre

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) collecte, produit, analyse et diffuse des informations sur l'économie et la société françaises. Ces ...

SUIVRE

Informations

Donnée de référence

Licence Ouverte / Open Licence

Quotidienne

Exemple de données ouvertes : les accidents de la route

The screenshot shows the data.gouv.fr platform interface. At the top, there's a header with the French tricolor logo, the text "data.gouv.fr", and "Plateforme ouverte des données publiques françaises". Below the header, there are navigation links for "Découvrez l'OpenData", "Données", and "Tableau de bord". On the right side of the header, there are links for "Connexion / Inscription" and a small "FR" flag icon.

The main content area has a blue header bar with a search bar ("Recherche"), a dropdown menu for "Thématiques", and a "CONTRIBUEZ!" button. Below this, the title "Base de données accidents corporels de la circulation" is displayed, along with a note that it comes from a certified public service ("Ce jeu de données provient d'un service public certifié" and "NEC MERGITUR").

The main text describes the dataset: "Pour chaque accident corporel (soit un accident survenu sur une voie ouverte à la circulation publique, impliquant au moins un véhicule et ayant fait au moins une victime ayant nécessité des soins), des saisies d'information décrivant l'accident sont effectuées par l'unité des forces de l'ordre (police, gendarmerie, etc.) qui est intervenue sur le lieu de l'accident. Ces saisies sont rassemblées dans une fiche intitulée bulletin d'analyse des accidents corporels. L'ensemble de ces fiches constitue le fichier national des accidents corporels de la circulation dit "Fichier BAAC" administré par l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière "ONISR"."

Below this, there's another block of text about the dataset: "Les bases de données, extraits du fichier BAAC, repertorient l'intégralité des accidents corporels de la circulation intervenus durant une année précise en France métropolitaine ainsi que les départements d'Outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion et Mayotte depuis 2012) avec une description simplifiée. Cela comprend des informations de localisation de l'accident, telles que renseignées ainsi que des informations concernant les caractéristiques de l'accident et son lieu, les véhicules impliqués et leurs victimes."

Further down, it says: "Par rapport aux bases de données agrégées 2005-2010 et 2006-2011 actuellement disponibles sur le site www.data.gouv.fr, les bases de données de 2005 à 2015 sont désormais annuelles et composées de 4 fichiers (Caractéristiques – Lieux – Véhicules – Usagers) au format csv."

There's also a note about data sensitivity: "Ces bases occultent néanmoins certaines données spécifiques relatives aux usagers et aux véhicules et à leur comportement dans la mesure où la divulgation de ces données porterait atteinte à la protection de la vie privée des personnes physiques aisément identifiables ou ferait apparaître le comportement de telles personnes alors que la divulgation de ce comportement pourrait leur porter préjudice (avis de la CADA – 2 janvier 2012)."

The "Ressources" section lists three files:

- CSV** [vehicules_2015.csv](#) - Dernière modification le jeudi 20 octobre 2016
- PDF** [Description_des_bases_de_donnees_ONISR_-Annees_2005_a_2015.pdf](#) - Dernière modification le lundi 26 septembre 2016
- CSV** [caracteristiques_2015.csv](#) - Dernière modification le vendredi 9 septembre 2016

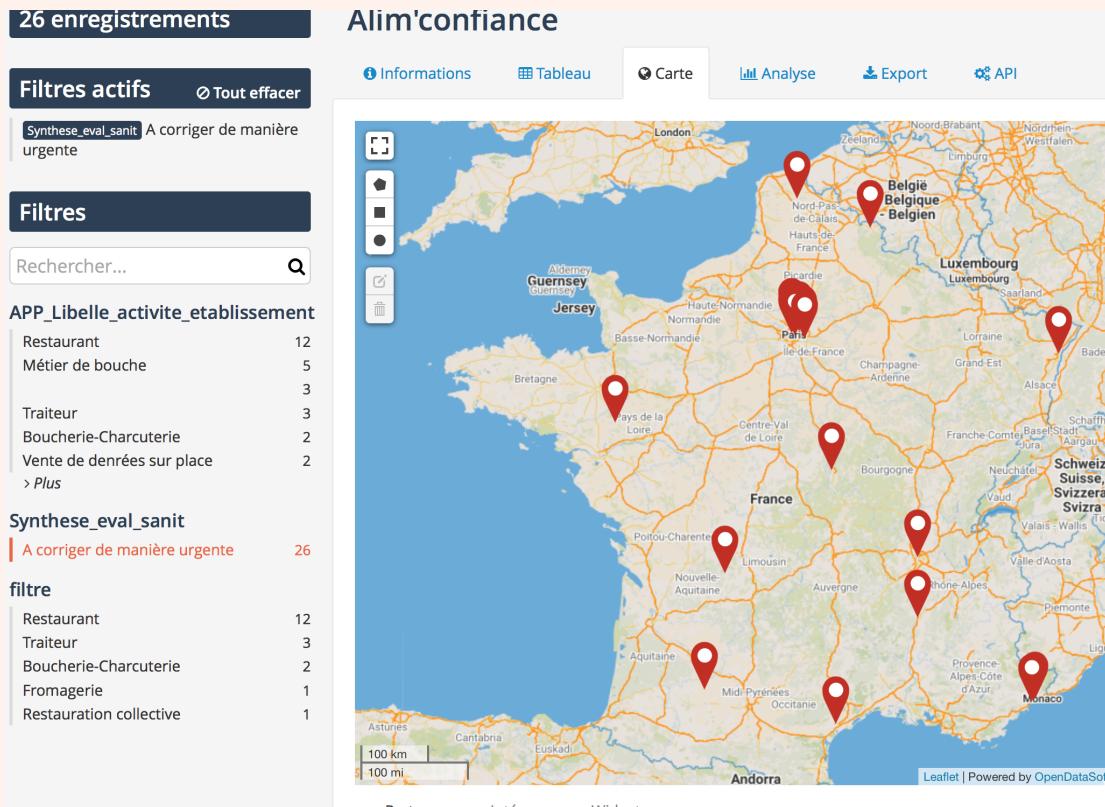
On the right side of the page, there's a sidebar with a "Producteur" section featuring the French tricolor logo and a red circular seal with the word "PRODUCEUR CERTIFIÉ". It also includes the text "MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR". Below this, there's a paragraph about the ministry's role and a "SUIVRE" button. The "Informations" section contains links to "Nec Mergitur", "Licence Ouverte / Open Licence", "Annuelle", "8 juillet 2013", "20 octobre 2016", "POI", and various category buttons like "ACCIDENT", "ACCIDENTS-DE-L...", "BAAC", etc.

Exemple de données ouvertes : les contrôles sanitaires

The screenshot shows the data.gouv.fr website interface. At the top, there's a navigation bar with the French Republic logo, the URL "data.gouv.fr", and links for "Découvrez l'OpenData", "Données", and "Tableau de bord". On the right, there are links for "Connexion / Inscription" and a "CONTRIBUEZ !" button. Below the navigation is a search bar, a "Thématiques" dropdown, and a "+ CONTRIBUEZ !" button. The main content area has a blue header: "Résultats des contrôles officiels sanitaires : dispositif d'information « Alim'confiance »". A note below it says: "Ce jeu de données provient d'un service public certifié". The text explains the purpose of the dataset: "La publication des résultats des contrôles sanitaires dans le secteur alimentaire (restaurants, cantines, abattoirs, etc.) est une attente légitime des citoyens qui participe à l'amélioration de la confiance du consommateur. Prévue par la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, du 13 octobre 2014, cette mesure s'inscrit dans une évolution vers une plus grande transparence de l'action de l'Etat." It also mentions the decree of December 17, 2016, which generalizes the experiment started in Paris and Avignon from July to December 2015. The publication of control results from March 1, 2017, will be effective across all food establishments. Below this, sections include "Quels sont secteurs d'activité concernés?", "Quelles sont les modalités d'affichage?", and "Dans tous les pays, la mise en place de la mesure s'est toujours accompagnée d'une amélioration du niveau sanitaire des établissements". There's also a link to "Plus d'information à l'adresse : https://dgaf.opendatasoft.com/explore/dataset/export_alimconfidence/". The "Ressources" section offers "Données brutes CSV" and "Données brutes Excel". To the right, a sidebar titled "Producteur" shows the French Republic logo and the Ministry of Agriculture, Agroalimentary, and Forestry logo. It includes a note about the minister preparing and implementing policies in agriculture, forestry, and wood. Below this is a "SUIVRE" button. The "Informations" sidebar lists the license as "Licence Ouverte / Open Licence" (valid from 03/2017 to 12/2020), frequency as "Hebdomadaire", dates as "1 juillet 2015" and "3 avril 2017", and a "POI" section. It also lists categories: "CONTROLE", "CONTROLE-SANTÉ", "HYGIENE", "RESTAURANT", "RESTAURATION", "RESULTATS", and "SANITAIRE". A "SUUGÉER UN MOT-CLÉ" button is at the bottom, and a "DÉTAILS" button is at the very bottom right.

Résultats des contrôles officiels sanitaires : dispositif d'information « Alim'confiance »

Exemple de données ouvertes : les contrôles sanitaires



26 établissements au niveau d'hygiène à corriger de manière urgente

3. Gouvernement ouvert

Gouvernement Ouvert et Open Data

Rappel du Grain 1 : l'open data n'est pas qu'une pratique d'ouverture et de publication de données, c'est également un **mouvement et une philosophie relativement à un meilleur accès à l'information publique**.

Plus largement, l'open data s'inscrit dans le mouvement du **gouvernement ouvert**, aussi appelé **OpenGov** en anglais. Celui-ci promeut :

- La plus grande **transparence de l'information** (notamment à travers l'open data), pour permettre entre autre le suivi des politiques publiques
- Une plus forte **participation des citoyens** dans l'élaboration des politiques publiques : à la fois en étant davantage consulté mais aussi en étant acteur dans la construction de celles-ci
- Une plus forte **collaboration** au sein des administrations publiques (casser les silos) et à l'extérieur (travailler avec des acteurs associatifs, privés) pour concevoir et mettre en oeuvre les politiques publiques

Gouvernement Ouvert

Ce schéma, réalisé par l'association **DémocratieOuverte**, résume bien les différents enjeux autour du gouvernement ouvert :



OGP/PGO : Partenariat pour un Gouvernement Ouvert



En septembre 2011, un partenariat multilatéral s'est créé afin de promouvoir le gouvernement ouvert et traduire ses valeurs en des actions gouvernementales concrètes : **le partenariat pour un gouvernement ouvert** (PGO), aussi appelé **Open Government Partnership** (OGP)

Initialement fondé par 8 pays (Brésil, Indonésie, Mexique, Norvège, Philippines, Afrique du Sud, Royaume-Uni et États-Unis), le PGO en compte désormais 70, dont la France

OGP/PGO : Partenariat pour un Gouvernement Ouvert

Pour rejoindre le partenariat, il faut avoir été "coopté" par des acteurs de la société civile (ex: association type Amnesty International) qui viennent témoigner de la bonne volonté du gouvernement.

Une fois rejoint, les pays doivent rédiger, en concertation avec la société civile, un **plan d'action** de deux ans dans lequel plusieurs engagements sont inscrits. Ces engagements publics doivent avoir trait à la transparence de l'information, la participation citoyenne et la redevabilité (accountability) de l'action publique. Par exemple :

- Développer un budget participatif représentant X % du budget d'une CT
- Entamer une démarche open data qui permettent de libérer des données
- Concerter les citoyens dans le cadre d'un projet de loi...

Ces engagements font ensuite **l'objet de vérifications et d'audit de la part de chercheurs indépendants** (IRM) tant sur la manière dont ils ont été rédigés/conçus que sur leur efficacité et niveau d'avancement réel

OGP/PGO : Partenariat pour un Gouvernement Ouvert



Lire le Plan d'action national pour la France 2018-2020

Bibliographie

Bibliographie

- Danièle Bourcier, Primavera De Filippi "L'Open Data: universalité du principe et diversité des expériences?" La semaine juridique - édition générale , LexisNexis, 2013, pp.1-9
- "Guidelines for Open Data Policies" Version 3 Sunlight Foundation, March 2014
- Samuel Goëta "Qui a ouvert quoi ? le recensement des données des villes est maintenant ouvert" article Medium, Mis en ligne le 15 février 2018
- "Pour une action publique transparente et collaborative" Plan d'action National 2018-2020 pour la France
- "La France dévoile son plan d'action 2018-2020 en matière d'Open Government" NextImpact, mis en ligne le 4 avril 2018

**quiz section 6 : rdv sur votre
espace e-campus !**

Merci !

Contact : timothee@dataactivi.st